



LES ECHOS DE LA PRESSE

numéro 4 . Juin



MEDIAS NATIONAUX

Secteur tourisme



RELANCE POST-CRISE : UN PLAN D'URGENCE MULTISECTORIEL EN PERSPECTIVE

<https://www.newsmada.com/2020/06/02/relance-post-crise-un-plan-durgence-multisectoriel-en-perspective/>

L'Etat envisage de mettre au point un plan **d'urgence** multisectoriel avec **l'ensemble** des acteurs économiques du pays pour élaborer une stratégie de relance post-crise. Des rencontres entre chaque partie seront initiées dans les prochains jours, si **l'on** en croit **l'annonce** du Président de la république, dimanche.

La crise liée au Covid-19 n'épargne aucun secteur d'activités. Les industries tournent à capacité réduite, soit jusqu'à 50%. La majorité des entreprises sont contraintes de noyer leurs employés au chômage technique. Toute la chaîne du secteur des voyages et du tourisme est à l'arrêt... et la liste n'est pas exhaustive.

Un plan de mitigation pour le secteur privé avait été concocté juste après l'annonce de l'état d'urgence sanitaire. Et le président Andry Rajoelina a confirmé l'élaboration d'un « plan d'urgence multisectoriel », vu que la relance économique concerne l'ensemble des secteurs d'activités.

Le chef de l'Etat a souligné, entre autres mesures, le report du paiement des échéances fiscales pour les entreprises (IS, IR, IRSA, TVA...) malgré les manques à gagner qui en découlent pour la caisse de l'Etat. Il a également parlé d'une éventuelle concertation avec les opérateurs du BTP dans une perspective de création d'emplois.

Le secteur privé, notamment les industries, pour sa part, demande la sortie du décret d'application de la Loi pour le développement de l'industrie à Madagascar (LDIM), qui a déjà été adoptée en 2017.

Le tourisme est le plus sinistré

A l'heure où les impacts économiques du Covid-19 frappent chaque secteur d'activités, le secteur du tourisme est le plus sinistré selon la Confédération du tourisme de Madagascar (CTM). En effet, 44.000 emplois directs et plus de 300.000 emplois indirects sont en péril, ce qui touche plus de 1,5 million de Malagasy. D'ores et déjà, les agences de voyages, les hôtels, les restaurants, les compagnies aériennes, les loueurs de voitures... ont lancé des cris d'alarme face à la gravité de la situation à laquelle ils sont confrontés.

Dans le plan de mitigation pour le secteur privé, en particulier le secteur touristique, élaboré avec le Gouvernement, la CTM a fixé comme objectifs principaux la sauvegarde de l'emploi, le support aux entreprises, ainsi que le soutien à l'évolution du marché. Et la confédération juge nécessaire de se focaliser aujourd'hui sur la sauvegarde de l'emploi.

Bref, le pays entre dans son troisième mois de confinement. Et la reprise est de mise. Si des mesures de relance doivent être élaborées, celles-ci devraient concerner le soutien et le renforcement de capacité des métiers clés de chaque secteur ainsi que de l'appui à la trésorerie des opérateurs pour le maintien de leurs exploitations.



SECTEUR INDUSTRIEL

DIX NOUVELLES PMI SERONT CREEES CETTE ANNEE

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/03/secteur-industriel-dix-nouvelles-pmi-seront-creees-cette-annee/>

« One district, one factory ». Tel est le leitmotiv du ministère de l'**Industrie**, du commerce et de l'**artisanat**. Ainsi, dix nouvelles PMI (petites et moyennes industries) seront créées cette année, a-t-on annoncé. Pour ce faire, ce département ministériel mettra en place deux zones d'**investissement** industriel. La première, qui se situe déjà à Moramanga, est prévue pour le développement des industries textiles, tandis que la deuxième zone d'**investissement** industriel sera localisée dans la région Itasy. L'**objectif** consiste à promouvoir la transformation des produits locaux, notamment les fruits et légumes. En effet, de nombreux fruits et légumes sont jetés à chaque période de récolte en raison de la difficulté de leur écoulement sur le marché, entre autres.

Transformation agro-alimentaire

Pour ces dix nouvelles PMI à créer, elles se concentrent notamment dans le domaine de la transformation agro-alimentaire. On peut citer, entre autres, la transformation des fruits, le développement de la miellerie industrielle et la torréfaction de café. Ces unités industrielles seront implantées dans plusieurs régions dont, Vakinankaratra, Itasy, Boeny, Anosy, Atsimo-Andrefana, Diana, Analanjirofo et bien d'**autres**, a-t-on soulevé. A part cela, la promotion des industries d'**extraction** de la vanille n'est pas en reste. Ce qui permettra non seulement de créer de la valeur ajoutée mais aussi des emplois locaux. La population est, à ce sujet, sollicitée à consommer les produits manufacturés « Vita malagasy » afin de relancer l'**économie** nationale après cette crise sanitaire qui sévit encore dans le pays.



Autorisations industrielles

Par ailleurs, le ministère en charge de l'**Industrie** a délivré plusieurs autorisations industrielles en cette période de pandémie de Covid-19 à Madagascar. Il s'agit principalement des autorisations de production de gels et solutions hydro-alcooliques servant à se protéger contre le Coronavirus. A part les entreprises franches qui se convertissent dans la production de masques de protection en tissu afin de maintenir les emplois, des petites unités de confection se lancent également dans la fabrication de masques en tissu. Ce sont des opportunités qui s'offrent en cette période de crise sanitaire.

VIVES TENSIONS A TOAMASINA AFFRONTEMENTS HIER ENTRE FORCES DE L'ORDRE ET MANIFESTANTS

<http://www.midi-madagasikara.mg/a-la-une/2020/06/04/vives-tensions-a-toamasina-affrontements-hier-entre-forces-de-lordre-et-manifestants/>

Le régime Rajoelina traverse sa première véritable crise depuis le début de la gestion du coronavirus.

Hier, un « *sakoroka* » s'est déclenché à Toamasina. De vives tensions se sont installées dans la Ville du Grand Port. En milieu de l'après-midi, des troupes de jeunes tamataviens ont érigé des barrages dans quelques quartiers. Les affrontements ont débuté à Androranga où des jeunes ont notamment brûlé des pneus au milieu de la route pour bloquer la circulation. D'après les informations, ils sont sortis dans la rue pour dénoncer, selon eux, « des bavures » qui auraient été perpétrées par les éléments des Forces de l'ordre qui sont actuellement en mission à Toamasina pour veiller sur l'application des mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Un jeune homme blessé et inconscient gisait à terre. Selon les manifestants, il aurait été victime de violences policières. Une accusation rejetée en bloc par un communiqué de la Police nationale qui explique que selon les témoignages, ce jeune aurait été tabassé à l'aide d'un bâton blanc, pourtant, les bâtons utilisés par les Forces de l'ordre sont de couleur noire. Les éléments des Forces de l'ordre dépêchés sur les lieux pour disperser la foule ont été accueillis par des jets de pierres. Ces derniers ont riposté par des jets de grenades lacrymogènes et des tirs en l'air. L'affrontement a duré un bon moment. Cependant, aucun blessé n'a été recensé. En début de soirée, le jeune homme a repris conscience. D'après son témoignage, il a été tabassé par des hommes vêtus de tee-shirt camouflage. « *Je ne suis pas sûr que ces gens sont des éléments des Forces de l'ordre car certains d'entre eux n'étaient pas en tenue* », affirme-t-il. Après Androranga, le sakoroka s'est poursuivi dans d'autres quartiers de Toamasina, notamment à Ambolomadinika.



Ultimatum

Bon nombre d'observateurs soupçonnent des dessous politiques derrière la situation actuelle à Toamasina. En effet, dans la journée d'hier, une vidéo de gens qui se disent des « *Raiamandreny* » a circulé sur les réseaux sociaux. Ces gens accusent ouvertement le président Andry Rajoelina d'être « *incapable de gérer convenablement la crise du coronavirus et de renvoyer les responsabilités de son échec à la population de Toamasina* ». Ces gens lancent ainsi un ultimatum de 72h au Chef de l'Etat pour démissionner de son poste. La question est de savoir quand est-ce que cet ultimatum a débuté puisque d'après les informations, les auteurs de cette vidéo ont déjà tenté de publier leur déclaration par une station de télévision privée de la capitale il y a deux semaines mais les responsables de cette chaîne n'ont pas voulu prendre le risque de la publier. Quoiqu'il en soit, l'on sait qu'une enquête a été ouverte pour faire la lumière sur la situation qui prévaut actuellement à Toamasina. Du côté du régime, l'on soupçonne une déstabilisation orchestrée de l'intérieur et de l'extérieur. Des noms de politiciens anti-régime sont cités comme étant les instigateurs de cette récupération politique en pleine crise sanitaire.

7 respirateurs

Pour ce qui est de la lutte contre le COVID-19, l'on sait que le régime tente par tous les moyens de sauver la population de Toamasina. Plusieurs mesures ont été prises pour convaincre les Betsimisaraka de rester chez eux afin de limiter la contamination. Au total, 550 militaires dont une cinquantaine de médecins ont été dépêchés dans la Région Atsinanana. Des équipes spécialisées mènent depuis le début de cette semaine un tracking-contacts au niveau de tous les fokontany. La semaine dernière, un avion spécial a amené des aides sociales et plusieurs équipements sanitaires pour la population locale, mais aussi pour le personnel médical qui fait face directement au COVID-19. Toamasina vient de faire l'acquisition de 7 respirateurs de plus dont 5 émanant de l'Etat Malgache et 2 venant de la Fondation Akbaraly. La semaine prochaine, la Ville du Grand Port sera dotée d'un nouveau laboratoire médical pour multiplier les tests PCR.

GROUPE DE LA BAD

LA PERTINENCE DES HIGH 5 SOUTENUE PAR L'INSTITUTION

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/03/groupe-de-la-bad-la-pertinence-des-high-5-soutenue-par-linstitution/>

Une transformation structurelle est nécessaire pour garantir une émergence économique, et réaliser les Objectifs de développement durable, selon le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD).

Les priorités des gouvernements doivent aboutir à des résultats qui transforment leurs pays respectifs, selon les économistes de la BAD. « Bien que l'Afrique ait enregistré l'une des croissances économiques les plus robustes au monde, au cours de la dernière décennie, la plupart des économies africaines sont bien en deçà de leur plein potentiel. Une transformation structurelle est nécessaire pour créer plus d'emplois, réduire la pauvreté et réaliser les Objectifs de développement durable », ont-ils soutenu. Certes, depuis plusieurs années, la BAD a déjà démontré la pertinence de ses High 5 qui définissent les cinq domaines prioritaires fixés par le président de l'institution, Akinwumi Adesina. Des priorités qui, selon lui, coïncident parfaitement avec celles adoptées à Madagascar. En effet, les impacts des appuis du Groupe de la BAD à travers les financements de nombreux projets mis en œuvre à Madagascar sont considérables. Aujourd'hui encore, en pleine période de crise, cette institution financière soutient l'importance des High 5.

Nourrir l'Afrique

Telle est la première priorité indiquée par la BAD. Depuis 2015, plus de 74 millions d'Africains ont bénéficié de technologies agricoles améliorées grâce aux efforts de la BAD pour renforcer la sécurité alimentaire sur le continent. Dans le sud de Madagascar, plusieurs témoignages ont été recueillis par l'institution auprès des communautés, qui ont bénéficié des projets d'infrastructures agricoles, ayant transformé les activités d'agriculture et d'élevage dans ces zones.

Éclairer l'Afrique

L'accès à l'électricité reste un vrai casse-tête pour de nombreux pays du continent. Sans électricité, l'agriculture ne pourra répondre efficacement au défi grandissant de la sécurité alimentaire, selon la BAD. Celle-ci a ainsi fait de l'investissement dans l'énergie une priorité. Depuis 2016, elle a mobilisé 12 milliards de dollars pour sa priorité stratégique « Éclairer l'Afrique ». Grâce à cet investissement, 13,4 millions de personnes ont pu avoir accès à l'électricité. Rien que pour cette année, la BAD a débloqué un financement de 38,4 millions USD, pour financer la première phase du projet de renforcement et d'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar (PRIRTEM), qui permettra à la Jirama d'opérer 30 000 nouveaux branchements pour ses usagers.



Industrialiser l'Afrique

Pour cette troisième priorité, la BAD a déjà permis à 9 millions de personnes d'accéder aux financements par le biais d'entreprises privées. Ce ne sont pas les opportunités qui manquent, selon l'institution, qui a cité comme exemple le cas du Nigeria. « Plus de 70% de la population de ce pays dépend de l'agriculture. Les fluctuations dans les récoltes ont des répercussions considérables sur les rendements, les revenus et la sécurité alimentaire. Produire des engrais localement devient alors une solution. Dans cette perspective, la BAD a soutenu la construction d'une usine d'engrais dernière génération à Port Harcourt, en apportant plus de 100 millions USD », ont indiqué les représentants du Groupe de la BAD.

Intégrer l'Afrique

Pour tirer davantage de bénéfices de l'industrialisation, l'Afrique doit mieux s'intégrer en termes de commerce et de marchés, selon la BAD. « Grâce à l'intégration, les pays africains peuvent accéder à des marchés plus vastes et ainsi accroître les revenus de millions d'habitants grâce à de nouvelles opportunités », a-t-elle soutenu. Depuis 2015, plus de 69 millions de personnes ont bénéficié du soutien de l'institution, pour de nouvelles infrastructures de transport qui ont fait progresser l'intégration.

Améliorer la qualité de vie des Africains

Pour cette cinquième priorité, la BAD vise à améliorer les conditions de vie des populations passant par un accès amélioré à des services essentiels tels que la santé, l'eau ou l'assainissement. « C'est également leur permettre d'accéder à l'éducation et d'acquérir les compétences nécessaires pour occuper des emplois et créer des entreprises viables. Depuis 2015, grâce aux projets de la Banque, 43 millions de personnes ont désormais accès à l'eau et à l'assainissement », a affirmé la BAD. Bref, les actions menées par le Groupe de la BAD dans le cadre de ces cinq priorités ont déjà permis d'avoir des résultats importants pour le développement des pays bénéficiaires. Certes, il s'agit de priorités auxquelles les dirigeants doivent accorder plus d'attention.

ISALO LA SAISON TOURISTIQUE COMPROMISE

<https://www.newsmda.com/2020/06/03/isalo-la-saison-touristi%c2%adque-compromise/>

La saison touristique dans l'Isalo aurait dû redémarrer au mois de mars. Cependant, avec la crise sanitaire actuelle, toutes les activités à Ranohira sont au point mort.

90% des touristes qui visitent le parc d'Isalo sont des étrangers. Vu que les frontières à l'international de Madagascar sont fermées depuis mars, la commune de Ranohira où se trouve le parc national d'Isalo et qui dépend essentiellement des activités touristiques, fait face à d'importantes difficultés.

«Tous les hôtels à Ranohira sont actuellement fermés. De nombreuses personnes sont au chômage, notamment le personnel des hôtels, les porteurs, les guides... En plus de cela, les événements phares liés au tourisme prévus pour cette année sont aussi annulés», a déploré Manitra Andriamananjara, directeur exécutif de l'Office du tourisme Isalo-Ihorombe (ORTIH).

En effet, le marathon d'Isalo et le raid d'Isalo sont les deux événements qui font la renommée de cette localité. «Une agence américaine organise le marathon d'Isalo. Chaque année en cette période, nous sommes déjà en contact avec les organisateurs pour la tenue de l'événement. Mais vu le contexte qui prévaut aux Etats-Unis, il est évident que le marathon est annulé pour cette année», a regretté Manitra Andriamananjara. «Il n'y a rien de prévu non plus pour le festival Karitaky cette année. Du moins pour le moment», a-t-il enchaîné.

Pourtant, les opérateurs dans l'Ihorombe ont présagé un véritable décollage du tourisme cette année, suite à la bonne performance de l'an passé où 38.642 touristes ont visité l'Isalo, contre 32.579 en 2018.

«L'Etat a prévu une aide aux opérateurs touristiques pour faire face à cette situation de crise. Mais nous sommes toujours en attente en ce moment», a précisé Manitra Andriamananjara.



CARBURANT : AUCUNE REVISION DES PRIX EN VUE

<https://lexpress.mg/03/06/2020/carburant-aucune-revision-des-prix-en-vue/>

À entendre les explications de Christian Ntsay, le prix à la pompe ne connaîtra pas de baisse car les arriérés envers les pétroliers sont encore importants.

Les consommateurs, au bout de la chaîne de la distribution pétrolière, supportent les arriérés non payés par l'État envers les pétroliers, **s'élevant aujourd'hui** entre 120 et 140 milliards d'ariary. À l'assemblée nationale, jeudi dernier, le premier ministre Christian Ntsay a fait clairement savoir que Madagascar ne peut jouir de la baisse conséquente du baril sur le marché international depuis le début de la pandémie « car le passif de l'État envers les compagnies pétrolières évalué à 120 milliards d'ariary au minimum, **n'est pas encore réglé** ». Le prix à la pompe avant la crise sanitaire est maintenu **jusqu'à aujourd'hui**, et ce depuis près d'un an même.

Au constat du Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (CREM), **c'est** alors pendant la crise que l'État choisit de régler ses arriérés envers les compagnies pétrolières. « Ce sont les consommateurs qui remboursent ces arriérés en achetant au prix maintenu depuis des mois, **c'est-à-dire** au prix où le baril **s'achetait** aux alentours de 60 dollars » explique le CREM.

Solima

Ce dernier rejoint l'idée annoncée vers la fin de l'année, celle où l'État lui-même importe directement le carburant. « **C'est** alors après que les compagnies pétrolières prennent le relais. Une stratégie qui permettra à l'État de maîtriser le prix mais surtout **d'augmenter** son pouvoir de négociation envers les pétroliers » ajoute encore le CREM.

Il a toujours été indiqué que le blocage des prix à la pompe par l'État (afin de préserver la stabilité sociale) ainsi que la fluctuation de l'ariary ont entraîné une perte **d'exploitation** pour les pétroliers. **D'où** ce manque à gagner demandé à être soldé. À l'allure où vont les règlements **d'arriérés**, vingt mois seront nécessaires pour tout effacer, si la crise persiste, car au mois de décembre 2019, le passif a été de 172 milliards ariary.



Au regard de Serge Zafimahova, ancien président du comité de privatisation de la société d'État Solima (Solitany Malagasy), il y a des paramètres à élucider. « Si les sociétés pétrolières évaluent leur préjudices économiques supposés par référence au manque à gagner, il reste à prouver que la perte de la marge brute est en concordance à la période indiquée de perte **d'exploitation** » détaille-t-il. Il continue sur le fait que l'entente dans la chaîne **d'approvisionnement** des produits pétroliers entre les compagnies est tout simplement « contraire aux règles de concurrence », devant être appliquées à l'issue de la privatisation de la Solima.

Par ailleurs, les sociétés pétrolières sont-elles à jour dans les règlements des diverses taxes pétrolières et autres obligations fiscales ? Une autre question permettant **d'évaluer** si cette fois-ci, les dettes des pétrolières sont aussi importantes que celles de l'État.

SECTEUR BTP LES TRESORERIES SONT A SEC

<https://www.newsmada.com/2020/06/04/secteur-btp-les-tresoreriers-sont-a-sec/>

Les activités des secteurs tourisme, transport, entreprises franches ou autres sont à **l'arrêt**. Les opérateurs du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) montent également au créneau et lancent un appel de détresse. « Les trésoreries sont à sec », ont déclaré les membres des Syndicat des entreprises en bâtiment et travaux publics (SEBTP) lors **d'une** réunion du comité directeur avec les membres, hier, à Ankorondrano.

Le président de la République avait annoncé, dimanche, des rencontres avec les acteurs économiques du pays pour discuter d'un plan d'urgence multisectoriel de relance. En préalable à ces prochaines concertations, les entreprises œuvrant dans le BTP veulent faire entendre leur voix.

«La situation depuis le mois de février avait des impacts négatifs sur les entreprises. A cette époque, il était déjà difficile pour les entreprises de s'approvisionner en matériaux de construction. Et le confinement depuis le mois de mars n'a fait qu'empirer les choses. Environ 60% des quelque 80 entreprises membres du SEBTP enregistrent des arrêts d'activités. Celles qui fonctionnent encore voient leurs chiffres d'affaires réduits de 50%», a indiqué Hary Andriantefihassina, président du SEBTP.

«L'entreprise formelle du bâtiment et les professionnels du secteur vivent dans un perpétuel problème de fonds de roulement et d'argent. De plus, les maîtres d'ouvrages ont pris l'habitude de donner des délais très courts dans les constructions afin d'appliquer des pénalités en fin de chantier. Les prestations sont de plus en plus chères, les délais courts, les paiements lents (...) Nous, membres du syndicat du bâtiment, voulons changer cette mentalité qui considère l'entreprise du bâtiment comme la dernière des dernières», a confié, pour sa part, Jacques Boillat, à la tête de la société Construct.

Ce dernier a aussi déploré le fait qu'ils doivent en permanence faire appel à des fonds de roulement créés grâce à des prêts bancaires à taux « horriblement élevés ». « Ces taux partent de 12 à 15% et j'ai même payé 22 % d'intérêts à certaines banques », a-t-il confié.



Quid du plan de relance ?

Après avoir proposé des résolutions dans le plan de mitigation élaboré au début de cette crise sanitaire, le SEBTP n'attend pas moins du plan d'urgence multisectoriel annoncé par le président de la République.

«Nous souhaitons que des appuis puissent nous être fournis en matière de trésoreries, avec un taux bonifié et garanti. Nous veillons en outre à la préservation des emplois même si cela est aujourd'hui assez difficile. Nous demandons dans la foulée à ce que les entreprises malagasy soient, par exemple, privilégiées dans l'octroi de marchés pour qu'elles puissent prospérer», a ainsi demandé ce leader syndical.

DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT ENVIRON 200HA DE FORET DE MANGROVE TRANSFORMES EN CHARBON

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/04/degradation-de-l'environnement-environ-200-ha-de-foret-de-mangrove-transformes-en-charbon/>

Douze charbonniers en provenance de la partie Sud de l'île sont arrêtés à Ampaipaika dans la commune rurale d'Agnorotsanga, dans le district d'Ambanja.

Une situation alarmante face à une dégradation de l'environnement. C'est ce qui se passe à Ampaipaika, "Fokontany" Andranomody, dans la commune rurale d'Agnorotsanga, district d'Ambanja, dans la région de DIANA. En effet, environ 200 ha de forêt de mangrove ont été détruits par des migrants en provenance du Sud de Madagascar dans cette commune rurale en vue d'une transformation en charbon. C'est le constat de la société civile CRADES accompagnée par l'équipe de la direction régionale de l'Environnement et du Développement Durable de DIANA et des éléments de la force de l'ordre, qui ont effectué une descente sur terrain depuis ces derniers jours.

2000 sacs de charbon

En outre, plus de 200 sacs de charbon de bois de mangrove y ont été découverts, sans compter les troncs d'arbre coupés qui sont empilés pour alimenter les foyers. « Si l'on évalue ces stocks, cela permettrait de fabriquer à peu près 2 000 sacs de charbon », selon les explications du représentant de la société civile CRADES. Toutes les parties prenantes se sont ainsi mobilisées pour mettre un terme à cette hémorragie de nos ressources naturelles. Douze charbonniers clandestins ont été ainsi arrêtés à Ampaipaika suite à cette descente sur terrain. Ils font maintenant l'objet d'enquête. Rappelons qu'une centaine de personnes qui migrent dans cette commune rurale d'Agnorotsanga ont menacé la population locale et l'association qui gère l'aire protégée marine et côtière dans cette localité. Certaines d'entre elles sont parmi les douze charbonniers capturées par les éléments de la force de l'ordre, d'après toujours les sources locales.

Réseau

Par ailleurs, la direction régionale de l'Environnement et du Développement Durable de DIANA a ordonné le démantèlement du réseau du commerce illicite de charbon de bois de mangrove. En fait, les charbonniers vendent à 6000 ar le sac de charbon de bois de mangrove aux collecteurs. Le coût de transport au départ de ce site jusqu'à Nosy-Be, la principale destination de ce produit, s'élève à 2 500 ar. En revanche, le prix d'un sac de charbon auprès des consommateurs peut atteindre entre 11 000 ar à 12 000 ar, voire même jusqu'à 20 000 ar dans l'île aux Parfums, a-t-on appris.



CRISE ECONOMIQUE SELON LA CCIFM 2.000 SALARIES LICENCIES ET PRES DE 7.000 EN CHOMAGE TECHNIQUE

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/05/crise-economique-selon-la-ccifm-2-000-salaries-licencies-et-pres-de-7-000-en-chomage-technique/>

L'Assemblée nationale commence la prise en main du texte budgétaire. **D'aucuns s'attendent** à ce que le projet de loi de finances rectificative donne le ton à la relance économique.

Quel est le contenu de ce texte ? Une question que la plupart des acteurs politiques et économiques se posent depuis plusieurs jours. Il **s'agit** du projet de loi de finances rectificative (LFR).

En ces temps difficiles, tous trépignent **d'impatience** de connaître les prévisions de ce texte budgétaire. Surtout, ce **qu'il** prévoit pour la relance économique.

À l'**ordre** du jour de l'**Assemblée** nationale, il est inscrit que les travaux de commission sur le projet de LFR ont débuté, hier. Dans les faits, il **s'agissait d'une** réunion préliminaire entre les élus membres de la commission finance et de la commission évaluation de la politique publique. Sauf changement, la Chambre basse devrait plonger dans les pages du texte, à partir d'**aujourd'hui**.

Jusqu'à hier, aucun membre de l'**institution** de Tsimbazaza n'a été en mesure de donner des informations concrètes sur le sujet. Du côté de l'**Exécutif**, le rapport du conseil des ministres d'**hier**, indique **qu'il** poursuit « l'**étude** méticuleuse », du projet de LFR. Le communiqué du conseil des ministres, du 20 mai, rapporte néanmoins, quelques chiffres. Il parle de plus de 1 858 milliards ariary de manque à gagner dans les recettes fiscales.

Une augmentation des dépenses générales de l'**État** à hauteur de 646 milliards ariary serait, également prévu. Une somme de 200 milliards ariary, pour couvrir les plans sociaux inhérent à l'**état d'urgence** sanitaire. Le communiqué du conseil des ministres annonce, par ailleurs, plus de 2034 milliards ariary d'**aide** allouée à l'**État**.



NATURE

ENVIRON 125 MILLIARDS USD PAR AN DE SERVICES FOURNIS

[http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/05/nature-
environ-125-milliards-usd-par-an-de-services-fournis/](http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/06/05/nature-environ-125-milliards-usd-par-an-de-services-fournis/)

Madagascar célébrera ce jour la Journée Mondiale de l'Environnement. Le thème de la **biodiversité sera au cœur des discussions, sous le slogan du « temps de la nature ».**

Depuis le 18 mai **jusqu'au** 30 juin 2020, différentes ONG se sont mobilisées pour lancer une campagne de communication sur la nature, et ce, sous la direction du ministère de l'**Environnement** et du Développement Durable dans le but de renouveler les engagements pour l'**environnement**. On peut citer, entre autres, la Conservation Internationale (CI), la Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar (FAPBM), la Fondation Tany Meva, Madagascar National Parks (MNP), Wildlife Conservation Society (WCS) et World Wide Fund (WWF). Ce mois-ci est baptisé le « mois de la Nature », pendant lequel, des héros de la Nature qui se battent pour sauver la planète, seront présentés. Un décor de photo de profil Facebook spécial « mois de la Nature » est également disponible à compter de ce jour. Force est de remarquer que la nature fournit des services **d'une** valeur **d'environ** 125 milliards de dollars par an, à l'**échelle** mondiale, **d'après** le rapport de Planète Vivante 2018.

Dans la même foulée, elle contribue à garantir un apport **d'air** frais, **d'eau** propre et de nourriture, sans oublier la production **d'énergie** et la fabrication de médicaments, et bien **d'autres** produits et matières, au profit des économies du monde. Cependant à Madagascar, la biodiversité est à haut risque avec sa disparition à un rythme alarmant. Les pressions dues aux activités humaines telles que la déforestation, la pollution, la surpêche, le changement climatique et le braconnage, en sont les principales raisons. Ces temps-ci, ces pressions notamment sur les Aires Protégées prennent de l'**ampleur** à cause des mesures de confinement pour éviter la propagation du COVID-19 dans le pays. Le taux de criminalité environnementale **n'a** ainsi cessé **d'augmenter**. Il y a entre autres, la recrudescence des feux de brousse, du braconnage, de la corruption pour les exploitations illégales des ressources naturelles, qui ont été dénoncées par l'**Alliance** Voahary Gasy.



Face à cette situation, de nombreux pays dans le monde, y compris Madagascar, effectueront une mobilisation en ligne pour la Nature afin de marquer la célébration de la JME, et ce, malgré la crise sanitaire liée au covid-19. En outre, les internautes sont invités à partager sur les réseaux sociaux des vidéos amateurs tout au long du mois pour montrer que, chacun peut **s'engager** à protéger l'**environnement** avec les moyens dont il dispose, via le hashtag **#HoT Voahary** et **#Connect2Earth**. Ces vidéos seront collectées par l'**équipe** du ministère de l'**Environnement** et du Développement Durable à travers les réseaux sociaux. Et une compilation sera montée et diffusée sur les réseaux sociaux ainsi que sur la chaîne de télévision nationale. « **C'est l'année où, plus que jamais, le monde peut signaler une forte volonté pour un cadre mondial qui "fléchira la courbe" sur la perte de la biodiversité, au profit des humains et de toute forme de vie sur Terre. Nous sollicitons ainsi la solidarité et la coopération à tous les niveaux. Unissons nos forces car c'est la seule garantie d'un avenir commun, pour vivre en harmonie avec la nature** », a déclaré le ministre de tutelle, Baomivotse Vahinala Raharinirina.

AFFAIRE BONBONS DE 8 MILLIARDS ARIARY LA MINISTRE RIJASOA ANDRIAMANANA REMERCIEE

<http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2020/06/05/affaire-bonbons-de-8-milliards-ariary-la-ministre-rijasoa-andriamanana-remerciee/>

« Sont et demeurent abrogées les dispositions de l'article premier du décret n°2020-070 du 29 janvier 2020 portant nomination des membres du gouvernement, en ce qui concerne exclusivement la ministre de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique et Professionnelle ». Ce sont les termes de l'article premier du décret n°2020-597 pris durant le Conseil des ministres d'hier. C'est donc désormais officiel. Le président Andry Rajoelina vient de remercier ou limoger (c'est selon puisque le résultat est le même) la ministre Andriamanana Josoa Iarintsambatra Rijasoa. C'est la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Assoumacou Elia Béatrice, qui a été désignée par le Conseil des ministres pour assurer l'intérim au Ministère de l'Éducation nationale, en attendant la nomination d'un nouveau ministre. Rijasoa Andriamanana est donc restée un peu plus de quatre mois à la tête du MEN.

Scandale

Son passage au sein de ce département a été marqué par la distribution de Rakibolana aux élèves des EPP et lycées dans tout Madagascar, mais aussi et surtout, l'affaire de la distribution de bonbons aux élèves des classes d'examens officiels durant cette période de crise sanitaire. En effet, même si aucune communication officielle n'a été faite concernant le motif de son limogeage, les observateurs ont tout de suite compris que c'est la suite logique de ce scandale. L'affaire a éclaté la semaine dernière lorsque des informations sur le déblocage d'une somme de 8 milliards d'Ariary par le Ministère de l'Éducation Nationale, pour l'achat de bonbons sucettes prévus être distribués aux élèves pour accompagner la prise de Tambavy CVO dans les écoles, sont sorties par voie de presse mais aussi sur les réseaux sociaux. L'information a tout de suite été démentie par la ministre Rijasoa Andriamanana qui a reconnu que l'intention de l'achat des bonbons existait mais le projet a finalement été abandonné face à d'autres priorités. Selon ses dires, la somme indiquée n'a pas encore été débloquée. Les observateurs ont pourtant pu découvrir par la suite que certaines écoles ont déjà reçu leur part de... bonbons.

Face-à-face

Apparemment, les explications avancées par le désormais ex-ministre Rijasoa Andriamanana n'ont donc pas convaincu le président Andry Rajoelina et le Premier ministre, Ntsay Christian. D'où l'abrogation de sa nomination. Quoiqu'il en soit, cette décision ne surprend pas les observateurs. Depuis quelques jours, des rumeurs sur sa démission ont déjà inondé les réseaux sociaux. D'après les informations, Rijasoa Andriamanana n'était plus joignable sur son téléphone. Il convient aussi de noter que prévue assister au face-à-face avec les membres de la Chambre basse hier au CCI Ivato, elle a brillé par son absence. Une absence qui pourrait être considérée comme de l'abandon de poste. Faut-il rappeler qu'elle était dans le collimateur des députés par rapport à certaines dépenses effectuées au sein de son département, notamment ces fameux bonbons de 8 milliards d'Ariary. Pour l'heure, aucun dossier relatif à cette affaire n'a été déposé ni auprès du Bianco ni au niveau du Pôle Anti-Corruption. La question est désormais de savoir si Rijasoa Andriamanana va retourner à son ancien poste à l'étranger pour pouvoir profiter de ses... dollars.



LES GRANDS PLANS DE RELANCE ET UN NOUVEL IEM ?

<https://www.newsmada.com/2020/06/05/les-grands-plans-de-relance-et-un-nouvel-iem/>

Les records tombent les uns après les autres, en cette période de crise sanitaire, et économique. L'Union européenne planche sur un plan de relance de 750 milliards d'euros comprenant des prêts et des dons à tous ses Etats membres en fonction de la gravité de la crise chez eux. Les États-Unis ont aussi atteint des sommets avec un plan de 1 800 milliards de dollars, annoncé fin avril.

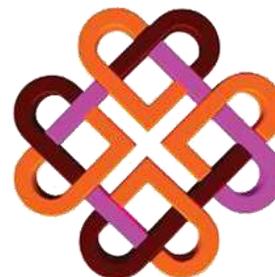
En France, l'Etat va débloquer 8 milliards d'euros pour le secteur automobile, soit l'équivalent du budget annuel d'un ministère comme la Justice. Et pour l'aéronautique qui emploie près de 200 000 personnes, le plan pourrait atteindre des ordres de grandeur semblables... En Allemagne, la chancelière Angela Merkel a annoncé mercredi un plan de relance de 130 milliards d'euros pour les années 2020 et 2021.

Tant d'argent rassure. Mais pour quelle finalité ? Pour Gaël Giraud, ancien chef économiste de l'Agence française de développement, ces plans représentent en fait le contraire de ce qu'il faudrait faire. Il explique dans un entretien à Mediapart : "On utilise l'État comme compagnie d'assurance en dernier ressort : on laisse une partie du secteur privé faire les mêmes bêtises sans régulation, et quand cela nous conduit dans le mur, on demande à l'État de socialiser les pertes."

"C'est le contraire qu'il faut faire, poursuit-il. Il faut responsabiliser le secteur privé qui a organisé le commerce international par des chaînes d'approvisionnement à flux tendu, sans stock – ce qui nous met dans une vulnérabilité effarante. L'État doit rentrer dans le capital d'entreprises et intervenir sur leur «business model» pour le ré-ordonner à l'intérêt général."

C'est-à-dire que les plans de relance, au lieu de regonfler le chiffre d'affaire, l'ebitda et le bénéfice net à des niveaux qui réjouissent les conseils d'administration et les actionnaires, devraient servir à faire changer le modèle de production. Objectif affiché : financer un modèle moins dépendant des hydrocarbures et moins polluant.

Madagascar, qui n'a pas encore publié son propre plan de relance, pourrait s'inspirer de ces réflexions pour profiter de son retard, au lieu de le subir, et ajuster son développement futur. Le plan de relance, au lieu d'avoir pour but final de sauver des emplois, tels des meubles qu'on tente de protéger de la montée des eaux, pourrait devenir une occasion de fonder une nouvelle Initiative pour l'Émergence de Madagascar. Un nouveau programme présidentiel dans un Madagascar nouveau.



**INITIATIVE
EMERGENCE
MADAGASCAR**

MEDIAS INTERNATIONAUX

Actualités sur
Madagascar



RAJOELINA'S DISPLAY OF INDEPENDENT FROM IMF

https://www.africaintelligence.fr/afrique-est-et-australe_politique/2020/06/03/andry-rajoelina-veut-se-montrer-independant-du-fmi,108408106-ar1

Despite receiving \$143m in foreign aid to help with its recovery plan, more than six times the state itself has put in, Madagascar's president **Andry Rajoelina** is determined to show the country can stand on its own two feet. His minister of finance **Richard Randriamandrato** has left the large sum of cash disbursed by the **International Monetary Fund** (IMF) as an emergency fund to fight against the **Covid-19** pandemic lying dormant in an account with the **Banque centrale de Madagascar** (BCM).

Technical glitches

The nearly \$166m in direct aid is to be used to help the local economy weather the health crisis. Although it is entirely up to Antananarivo to decide how the money is used, the government will need it for the country's recovery plan, yet to be made public after weeks of preparation (*Africa Intelligence*, [15/05/20](#)).

Officially, operational hitches have caused the hold-up: the BCM governor, **Henri Rabarijohn**, has been waiting for the Parliament's green light. This is the same argument the minister of finance used in November 2019 when he declared to a **World Bank** delegation that he had not been able to unblock \$100m the institution had disbursed six months earlier. This money had also languished in a BCM account (*Africa Intelligence*, [29/11/19](#)).

The Malagasy president has been making a show of his relative independence from the International Monetary Fund while the institution expresses its concerns over how slowly the government has been disbursing its COVID-19 emergency fund.



Smoke and mirrors

The real reason for the delays is Rajoelina's determination to not have international backers involved in Madagascar's affairs - at least that is how he would like it to appear. He has asked prime minister **Christian Ntsay** to review all projects financed by foreign funds so that they can be seen as Malagasy initiatives supported by investors and not other way round. This shift in viewpoint allows the president to keep up the nationalist rhetoric he has gradually woven into his political discourse since his election, the highlight of which so far has been the campaign for his coronavirus remedy **Covid-Organics** (CVO). The herbal drink is now exported throughout the continent.

But it is not a strategy without risk: the IMF and World Bank are beginning to question these recurrent delays, especially where there is urgency as with the Covid-19 crisis. The international backers are keeping a very close eye on the situation and are ready to slow the flow of cash if necessary. France, whose position over the Scattered Islands in the Indian Ocean has been heavily criticised, is increasingly reluctant to finance the regime. Luckily for Rajoelina, the US Ambassador to Antananarivo, **Michael Pelletier**, rushed in to fill the gap left by Paris. On 21 April, speaking in fluent Malagasy, he announced that the United States would be offering \$2.5m in aid to Ntsay's government.

MEDIAS INTERNATIONAUX

Actualités régionales



MAURICE : LES HOTELIERS ET LES LIEUX D'HEBERGEMENT A NOUVEAU OPERATIONNELS

<https://www.lexpress.mu/article/378242/hotels-et-lieux-dhebergement-nouveau-operationnels>

Les opérateurs touristiques notamment les hôtels et **d'autres lieux d'hébergement**, pourront rouvrir leurs portes, mais sous certaines conditions. Le *Tourism Authority* a publié un document **d'une** quinzaine de pages dans lequel figurent des directives que les opérateurs auront à suivre. Ces mesures, rappelle le ministère du Tourisme, ont été validées par le *World Travel and Tourism Council*.

La direction des hôtels doit **s'assurer** que les employés ont les équipements pour les protections nécessaires et ils devront se soumettre à une prise de température quotidienne. Ceux faisant plus de 37,8° C devront être conduits à l'**hôpital** tout comme ceux présentant des symptômes du Covid-19. Les clients ayant des problèmes respiratoires devront rester dans leur chambre **jusqu'à l'arrivée d'un** médecin.

Par ailleurs, il est recommandé **d'éviter l'utilisation** des climatiseurs. Les lieux fréquentés doivent systématiquement être désinfectés, tout comme les tables, les chaises et les poignées de portes. **L'utilisation** des salles de bains et des toilettes devra se faire sous certaines conditions. Au ministère du Tourisme, on affirme que ces mesures sont nécessaires afin **d'envoyer** un signal fort aux clients locaux et étrangers. **L'objectif** est de leur faire comprendre que Maurice est une destination sûre. Les opérateurs qui travaillent avec les hôtels doivent aussi respecter certaines conditions.

Si l'**accès** aux piscines sera limité à un nombre de personnes, les activités aquatiques, le spa, la salle de sport, le mini-club et la salle de conférence resteront fermés.



LA REUNION : UN NOUVEAU CAS IMPORTE DE CORONAVIRUS A LA REUNION, 479 CAS AU TOTAL

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/nouveau-cas-importe-coronavirus-ce-jeudi-reunion-479-cas-au-total-839466.html>

La préfecture et l'Agence Régionale de Santé annoncent un nouveau cas importé de coronavirus, à La Réunion, ce jeudi 4 juin. L'île compte 479 cas au total, depuis l'apparition du premier cas le 11 mars dernier. Au total, à ce jour, 411 patients sont considérés comme guéris.

71% de cas importés

Selon la préfecture de La Réunion, les 478 cas ont été investigués à cette heure par l'ARS, Santé publique France et l'Assurance Maladie. Les cas importés représentent toujours 71% des cas.

- Cas importés (personnes qui ont contracté la maladie en dehors du territoire) : 341, dont 23 évacuations sanitaires.
- Cas autochtones secondaires (personnes ayant un lien direct avec des cas importés) : 73
- **Cas autochtones (personnes ayant un lien indirect ou n'ayant aucun lien avec un cas importé) : 64**

Quatre patients en réanimation

Ce jeudi 4 juin, quatre patients atteints de la Covid-19, issus d'évacuations sanitaires, sont pris en charge en réanimation. Dix-sept autres patients sont hospitalisés dans d'autres services au CHU de La Réunion. Treize d'entre eux étaient issus d'évacuations sanitaires.

3 700 personnes contact suivies

Le "contact-tracing" est un dispositif qui a pour objectif d'identifier et de rappeler toutes les personnes ayant été en contact proche avec un cas confirmé de Coronavirus pendant sa période de contagiosité (on parle de "sujets contacts" ou de "contacts").

Ces personnes font l'objet d'une enquête téléphonique au cours de laquelle est évalué leur état de santé et leur est précisé l'importance de :

- respecter un isolement strict (quatorzaine)
- surveiller quotidiennement leur état de santé
- appeler immédiatement le 15 ou son médecin traitant en cas d'apparition de symptômes
- porter un masque en cas de contact en face à face avec d'autres personnes.



Recommandations à suivre

Se protéger avec les gestes barrières. Si vous des difficultés respiratoires et signes **d'étouffement** : appeler le 15 sans délai. Appeler immédiatement un médecin dès l'**apparition** des symptômes (pour un rendez-vous ou une téléconsultation) pour vous faire prescrire un test virologique. Prendre rendez-vous rapidement dans le centre de dépistage le plus proche de chez vous. Vous trouverez sur le site de l'ARS une carte indiquant tous les lieux de prélèvement à La Réunion, ainsi que les horaires et les coordonnées du laboratoire. Le test doit impérativement être pratiqué dans les 24 heures après la prescription médicale et le résultat rendu sous 24 heures. Dans l'**attente** du résultat, restez confiné et évitez tout contact, pour ne pas contaminer votre entourage.

